



Déclaration du Bureau Exécutif National

Le Bureau exécutif de l'Union Générale Tunisienne du Travail s'est réuni le mardi 21 Décembre 2010, sous la présidence du camarade Abdesslem Jerad le Secrétaire général de l'Union Générale Tunisienne du Travail. Le Secrétaire général a suivi les événements de Sidi Bouzid avec une profonde préoccupation. Ces événements sont élevés à une tension énorme qui a conduit à de nombreuses arrestations. Convaincu de l'importance de la dimension sociale pour le développement et du rôle de toutes les formes de consultation dans la résolution de tous les problèmes, peu importe leur degré de complexité, a conduit le Secrétaire général à communiquer avec les parties concernées au niveau régional et national. Le secrétaire général a reçu une réponse positive à ses préoccupations, il déclare que:

Premièrement: Il insiste sur le fait que l'emploi est un droit légitime garanti par la constitution nationale et par toutes les législations, les chartes et les traités internationaux. La lutte contre le chômage doit être fondée sur la justice et l'équité entre toutes les régions afin de représenter une solution pour l'éradication du sentiment d'injustice, qui peut se manifester par des réactions spontanées conduisant à des drames sociaux qui deviennent trop difficile à contrôler.

Deuxièmement: Sur la base des principes qui ont longtemps été supporté par l'Organisation et sur l'étude sur la réalité du développement, le secrétaire général souligne l'importance du rôle du gouvernement dans la création de l'équité entre les différentes régions et dans la réalisation de la tâche de l'investissement pour créer plus

d'emplois pour tous les demandeurs, les diplômés universitaires et en particulier les jeunes, ainsi que la nécessité d'impliquer le secteur privé – puisqu'il bénéficie de nombreux privilèges – afin de développer l'investissement, en particulier dans les régions intérieures du pays.

Troisièmement: Il appelle les parties officielles pour fournir les mécanismes nécessaires pour la promotion des institutions nationales, notamment les établissements de santé et pour régler certaines propriétés agricoles afin de leur donner les privilèges nécessaires et urgents.

Quatrièmement: Il remet l'accent sur la nécessité d'éviter les solutions d'utiliser les forces de l'ordre pour contenir certaines réactions spontanées au chômage. Il rappelle la nécessité d'ouvrir un dialogue sérieux pour créer un développement durable basé sur la corrélation entre les dimensions économiques et sociales.

Cinquièmement: Le bureau exécutif enregistre sa satisfaction pour la libération de certains détenus et appelle à la libération de tous les détenus restants afin de créer une atmosphère qui élimine toutes les formes de tension et favorise la consultation calme dans le traitement de la réalité de l'emploi et le développement dans la région, ce qui coïncide avec le début des consultations locales, régionales et nationales sur l'emploi.

Tunis, le 21 Décembre 2010

**Le Secrétaire Général
Abdessalem Jerad**